



PROJET DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.5

N° : 2025-04-13

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE CINQ AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :
28 mars 2025

Date d'affichage :
28 mars 2025

VOTE :

Pour : 18

Contre :

Abstention : 14

N. SULPIS
A. ACOCA
M. NUGUES
P. BIZOUERNE
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)
N. RIBEMONT
D. PEREIRA
N. RONDEPIERRE
N. CUADRADO
P. DJOSSOUVI
L. TCHARLAIAN
PM. SALLE
C. RAOULT
D. BELOT (Pvr A. ACOCA)

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Patricia BIZOUERNE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiements (APCP).

Cette procédure permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seulement les dépenses à régler au cours de l'exercice. Elle se compose ainsi :

- Autorisation de programme (AP) : couvre la totalité des dépenses d'investissement du programme : études, maîtrise d'œuvre, acquisitions mobilières et immobilières, travaux ;
- Crédits de paiement (CP) : déterminent le montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-13-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025

Dans le cadre du budget 2025, il est proposé de réviser l'AP CP suivante.

Pour 2025, il est proposé d'actualiser l'AP/CP suivant, au niveau des crédits de paiement :

Montant des AP			Montant des CP		
N° de l'AP	Intitulé de l'AP	Montant de l'AP	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2024)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2025	Restes à financer de l'exercice 2026
2021 -01	Construction du pôle culturel	26 639 664	14 639 664	12 000 000	0 €

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
CONSIDERANT l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1^{er} janvier 2025 ;
CONSIDERANT les orientations budgétaires pour l'exercice 2025.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER la mise à jour des autorisations de programme et crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2025 selon le tableau ci-dessous :

Montant des AP			Montant des CP		
N° de l'AP	Intitulé de l'AP	Montant de l'AP	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2024)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2025	Restes à financer de l'exercice 2026
2021 -01	Construction du pôle culturel	26 639 664	14 639 664	12 000 000	0 €

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-13-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME




Jean-Michel GENESTIER,
Maire du Raincy

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-13-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025